

## Déclaration du SNEP FSU Créteil le 20 mai 2016 : réunion des coordos EPS du 93.

« Une EPS plus puissante, une liberté pédagogique accrue des enseignants et des équipes », nous dit-on pour présenter les programmes 2016.

Les apparences sont trompeuses et le chemin qui est proposé est dangereux en rupture historique avec notre métier et nos missions dans le Service Public d'Education;

### 1) Dans le quotidien du professionnel d'abord.

C'est un véritable changement de nature du métier qui est imposé :

- Changement de logiciel, comme on dit, imposé d'en haut et en dehors de la profession ;
- Changement de contenu et nature de la tâche enseignante, par la disparition quasi complète de la référence aux apprentissages dans et par les APSA.

Un classique du genre, qui accompagne désormais les soi-disant réformes pour diminuer les exigences, faire des économies et bouleverser la structure éducatif.

Il s'agirait de changer la nature de notre métier, c'est-à-dire tourner le dos au travail enseignant « bien fait » qui vise les progrès et la réussite de nos élèves, de toutes et de tous.

Ce changement de nature du métier imposé, pourrait conduire alors, nombre d'enseignants que nous sommes, au renoncement, au désintéret, en nous éloignant inexorablement de notre investissement dans notre métier.

C'est ce que démontrent toutes les analyses sur l'apparition de la « souffrance » des personnels au travail : l'impossibilité de résoudre des « conflits de critère » imposées par de nouvelles directives hiérarchiques, contraire à l'éthique du métier.

Dans les faits, si cela était le cas, plus aucun repère de progressivité dans les APSA; disparues, les exigences d'apprentissages physiques, motrices, connues et reconnues par toute la communauté éducative, enseignants, élèves, parents et chefs d'établissements.

- ➔ Que resterait-il alors, de notre crédibilité d'enseignant devant les élèves?
- ➔ Que resterait-il des acquisitions physiques et motrices?

### Une EPS puissante par et avec les CMS?

Certes non !

La réalité du métier le montre quotidiennement : il n'existe pas d'objectifs d'arbitrage et d'observation valables sans réelle maîtrise pratique de l'APSA.

Une EPS saturée en CMS, c'est le plus sûr chemin pour quitter les tâches d'enseignement et les réduire à une animation, à une gestion des élèves de plus en plus inconsistante dans les apprentissages physiques.

C'est un changement historique de nature du métier et plus que dangereux qui veut être mis en œuvre.

A ne laisser qu'une place infime aux exigences motrices dans les apprentissages, que resterait-il de notre crédibilité professionnelle, personnelle et de notre autorité vis à vis de nos élèves?

L'expérience renouvelée sur le terrain depuis plus de 30 ans le montre: il ne resterait plus rien ou pas grand chose.

- On perdrait les élèves « difficiles » pour qui le sens des apprentissages et des APSA aurait disparu; l'opposition à l'enseignant ne pourrait que croître et la contestation deviendrait paradoxalement la règle avec une EPS réduite à la citoyenneté, à la santé ou la sécurité.

Mais ce n'est pas tout.

- On perdrait également les élèves sportifs de nos classes qui ne manqueraient pas, alors, de s'étonner de l'insuffisance de quantité de pratique et du faible niveau des acquisitions physiques.
- Enfin, on perdrait aussi, la motivation des « élèves sérieux », qui demandent à progresser, à apprendre, à ne pas rester éternels débutants, et qui souhaitent des apprentissages compris, repérés et consistants.
- Et on fragiliserait évidemment le rôle, la place et le fonctionnement de l'UNSS.

## **2) Une EPS plus puissante et la liberté pédagogique des enseignants et des équipes par le développement du localisme?**

Assurément non, encore une fois !

Dans les nouveaux programmes, il n'existe plus d'objectifs nationaux par APSA, plus de repère de progressivité pour les acquisitions des élèves.

Où sont les fiches 2008, et les bilans réalisés dans les établissements par les équipes pédagogiques depuis 8 ans ?

Les textes de 2008 étaient pourtant destinés à redonner au niveau national « *du peps et le la consistance culturelle à la discipline* » (M. Volondat 2008).

Il s'agit d'un abandon, d'un renoncement historique au cadre national et à la mission de Service Public d'Education sur le territoire national.

Renoncement historique d'autant plus choquant, qu'il émane du ministère et de la DEGESCO, censés garantir les lois de la république pour l'égalité des citoyens.

Renoncement historique encore plus insupportable dans le département de Seine Saint Denis.

Notre département, est, comme chacun le sait, en queue de peloton en matière d'installations sportives, d'équipements, pour le savoir nager (50% des élèves ne savent pas nager), dans la mise en œuvre effective des horaires officiels nationaux d'EPS (30% des établissements sont situés à 20min ou plus des installations).

Douloureuse situation pour les enseignants ; douloureuse et incroyable situation anachronique d'inégalité territoriale au 21<sup>ème</sup> siècle dans le Service Public d'Education.

Si l'on ajoute à cela, la globalisation des crédits pédagogiques avec l'autonomie des établissements, et l'impact des pertes de créneaux d'installations de 15h à 17h avec la réforme des rythmes

scolaires, on mesure les dégâts dramatiques pour le fonctionnement de l'EPS engendrés par des politiques prônant le « localisme ».

Bref, on quitte là aussi, depuis nombre d'années le fonctionnement du SPE, et des lois de la république, pour laisser les enseignants et les équipes se débrouiller seuls.

Cette soi disant liberté pédagogique de s'adapter aux conditions locales, n'en n'est pas une ; C'est vouloir faire accepter aux enseignants que nous sommes, les inégalités, et les faire perdurer ; c'est vouloir nous faire renoncer aux objectifs nationaux du système scolaire.

Finalement ces orientations accentueraient le processus que nous vivons quotidiennement « *d'apartheid social et territorial* » dénoncé par le premier ministre lui-même.

### **3) Une profession capable de défendre et de promouvoir des propositions nouvelles pour une EPS Nationale de qualité, et la réussite de tous les élèves.**

Rien n'est fatal ; vous l'avez entendu, l'analyse des programmes que nous avons faite, et les perspectives dangereuses ouvertes possibles ont été conjuguées au conditionnel.

Le pire est envisageable, mais les progrès de la discipline sont nécessaires et incontournables.

Tout dépend de nous !

Une autre voie, d'autres choix sont possibles, affirmés et confirmés par les réussites quotidiennes qui existent dans notre profession.

- Un bilan des fiches APSA 2008 est indispensable, à partir des cycles programmés dans les établissements, afin de comprendre ce qui marche et ce qui ne marche pas pour faire progresser les élèves.

De nouvelles fiches plus expertes doivent voir le jour, accompagnées d'expérimentations démonstratives, et de vidéos significatives sur les conditions de réussite de tous les élèves.

- Ces nouvelles fiches APSA doivent alors devenir des exigences claires nationales, reconnues, avec des repères de progressivité démontrés et avérés, accompagnées par les conditions horaires et matérielles explicites pour tous les établissements.

- Ces objectifs nationaux par APSA, à remodeler périodiquement par toute la profession, ouvrent explicitement la voie à une profession crédible, connue et reconnue par la communauté Educative, mais aussi par le monde Associatif et Sportif, dans sa mission indispensable et inébranlable de Service Public : la réussite de toutes et tous sans sexisme ni ségrégation sociale ou territoriale.

C'est tout le sens éthique de nos initiatives et de nos interventions avec la campagne de pétition et les programmes alternatifs avec un nouveau congrès académique le 21 Juin afin de poursuivre la réflexion avec la profession.